

20260203 Mediacités

<https://www.mediacites.fr/reportage/lyon/2026/02/03/enfants-a-la-rue-a-lyon-ce-que-proposent-les-candidats-aux-municipales/>

Enfants à la rue à Lyon : ce que proposent les candidats aux municipales

Les prétendants à la mairie de Lyon ou leurs représentants ont participé, ce lundi 2 février, à une table ronde organisée sur le sujet à Sciences Po Lyon.



Lors d'un débat organisé à Sciences Po Lyon sur les enfants à la rue. Photo : Anna Boulinguez.

Alors que Mediacités publie cette semaine [un reportage au long cours sur la vie d'Ada](#), mère de deux jeunes enfants sans domicile, ballotée depuis le printemps 2025 entre l'école de ses fils et des hôtels, une table ronde réunissait, à Sciences Po, ce lundi 2 février, les candidats aux municipales ou leurs représentants autour de la question des enfants à la rue.

« Quels leviers d'action pour les maires face aux enfants à la rue ? », avaient choisi d'intituler la soirée ses organisateurs, des étudiants de l'Institut d'études politiques (IEP) et du Centre de formation des journalistes (CFJ), en partenariat avec le collectif Jamais sans toit. Sans surprise, les réponses à cette question divergent selon les candidats, même si tous ou presque ont plaidé pour de la « coordination » entre les collectivités et l'État.

Évacuation des écoles

Début janvier, dans un entretien accordé à [Tribune de Lyon](#), Jean-Michel Aulas avait annoncé qu'il demanderait l'évacuation des écoles qui servent actuellement de refuges à des familles sans-abri. « Ce sont des espaces d'éducation (...). Les laisser devenir des solutions par défaut, c'est créer de la confusion et de la souffrance », défendait celui qui briguera l'hôtel de ville avec le soutien de la droite et des macronistes.

Lors du débat de ce 4 janvier, son représentant Éric Lafond s'est montré moins clair. « Le maire de Lyon demain, et c'est ce qu'a Jean-Michel Aulas à l'esprit, doit être l'acteur qui fait levier pour mettre autour de la table tous les opérateurs publics et privés, pour se saisir du sujet et anticiper le sujet. Parce que chaque année, à l'arrivée de la canicule ou du froid, on redécouvre le problème », a-t-il considéré.

Celui qui a parlé au nom de Cœur lyonnais, le mouvement de l'homme d'affaires, a renvoyé une partie du problème sur le manque de logements dans l'agglomération et a plaidé pour davantage de constructions et de rénovations d'appartements vacants, voire la transformation de bureaux pour « accroître les solutions en matière de sortie de l'hébergement d'urgence ».



Eric Lafond, représentant de Jean-Michel Aulas, lors du débat. Photo : Anna Boulinguez.

Mais Jean-Michel Aulas envisage-t-il de fermer les écoles (qui relèvent des compétences de la Ville) aux familles qui, actuellement, y dorment la nuit ? « On va proposer des solutions en la matière, a éludé Éric Lafond, et je ne peux pas en parler ce soir parce ce n'est pas complètement verrouillé. Toutefois, il est certain que la solution, ce n'est pas de réquisitionner des écoles. »

Un million d'euros supplémentaire

Pas plus que le candidat de la droite, Grégory Doucet n'était présent à la table ronde. Le maire de Lyon candidat à un deuxième mandat s'est fait représenter par la députée écologiste Marie-Charlotte Garin. Celle-ci a d'abord rappelé que l'hébergement d'urgence n'était pas une compétence de la Ville mais de l'État, et que la municipalité actuelle « a fait un choix politique de venir mettre des compétences, on va dire d'hospitalité, pour éviter que les gens dorment dehors, et en particulier les enfants ». Référence à la tolérance quant aux occupations d'écoles ou aux hébergements financés par la collectivité pendant les périodes de vacances scolaires.

Pour le prochain mandat, Marie-Charlotte Garin a promis « l'ouverture de nouveaux lieux d'hébergement d'urgence, avec une hausse de 40 % du budget dédié (soit un million d'euros) ». « La deuxième proposition, a-t-elle poursuivi, c'est d'établir un cadre, une instance de co-construction avec les associations et les collectifs, mais aussi les autres parties prenantes : la Métropole et l'État. » « Nos solidarités locales doivent s'organiser », a-t-elle conclu.

« Répartir la charge d'une autre manière »

Alors que le chiffre de 300 enfants sans domicile à l'échelle du Grand Lyon a été rappelé à plusieurs reprises, le candidat Georges Képénékian a souligné que la Métropole « comptait 58 communes et qu'il y a aussi la possibilité de répartir la charge d'une autre manière, de trouver des solidarités nouvelles. »

L'ancien maire par intérim (il avait remplacé Gérard Collomb à l'hôtel de ville entre 2017 et 2018) a lui aussi plaidé pour plus de coordination entre l'État et les collectivités : « C'est l'une des solutions majeures. » Il a également insisté sur « une prise en charge globale » des

jeunes sans domicile : ne pas seulement leur trouver un toit, mais se préoccuper aussi de leur santé ou du « processus qui leur permette de retrouver une place dans le cadre légal ».

À lire aussi

[Entre survie, épuisement et entraide, la vie d'Ada, mère de deux enfants à la rue](#)



Des « auto-réquisitions »

L'insoumis Florestan Groult, candidat à la présidence de la Métropole et représentant, ce soir-là, d'Anaïs Belouassa-Cherifi, sa camarade en lice pour l'élection municipale, a lui développé la proposition de son parti de réquisitionner des logements vacants pour lutter, entre autres, contre le sans-abrisme infantile. « On ira jusqu'au bras de fer [avec l'État] pour invoquer l'état de nécessité », a-t-il lancé. Il a par ailleurs avancé l'idée « d'auto-réquisition » de bâtiments municipaux comme l'école du parc Blandan, actuellement occupée par des familles, qui pourrait devenir « un centre d'hébergement d'urgence ». Florestan Groult s'est enfin engagé, « sans attendre un mois » après l'élection, à « un plan d'action avec un ou deux sites d'urgence de 300 places pour les familles avec enfants ».

Candidate de gauche et ancienne adjointe de Grégory Doucet, Nathalie Perrin-Gilbert a formulé une promesse déjà entendue dans d'autres bouches auparavant : « Aucun enfant à Lyon ne doit rester sans toit. » Concrètement ? « NPG » prône de « travailler ensemble pour construire des solutions d'hébergement dignes, sécurisées, chauffées, avec accès à l'eau, pour protéger chaque enfant de manière inconditionnelle. »



La candidate de gauche à l'hôtel de ville Nathalie Perrin-Gilbert. Photo : Anna Boulinguez.

Elle s'engage sur la création d'une délégation au sans-abrisme infantile et à porter personnellement le sujet auprès des ministères et de la préfecture. Elle aussi considère que du patrimoine municipal pourrait être mobilisé pour mettre des familles sans-abri, comme, de façon temporaire, l'École nationale des Beaux-Arts dans les pentes de la Croix-Rousse.

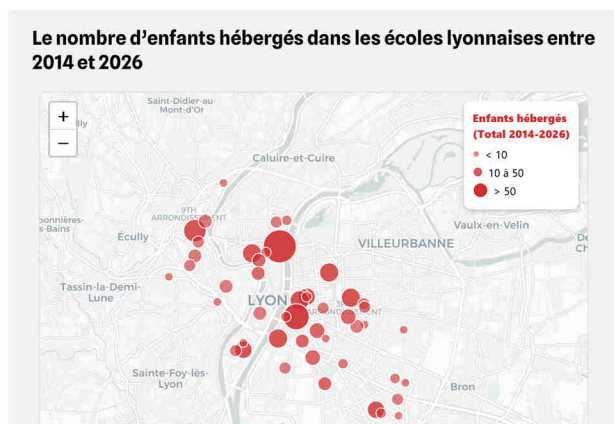
« Plus de 1 000 enfants » mis à l'abri depuis une dizaine d'années

« On observe une explosion du nombre d'enfants à la rue depuis trois ans », dénonce Raphaël Vulliez, cofondateur du [collectif Jamais sans toit](#), qui coordonne les comités de soutien, créés par des enseignants et des parents d'élèves, dans les écoles de l'agglomération. Combien de jeunes sans-abri et leurs familles ont-ils trouvé refuge dans des établissements scolaires du Grand Lyon depuis les débuts de la mobilisation de « JST » en 2014 ? « Plus de 1 000 », estime Raphaël Vulliez. Actuellement, le collectif considère qu'entre 300 et 400 enfants vivent dans le Grand Lyon sans domicile.

Mediacités a recueilli les chiffres des occupations des écoles auprès de Jamais sans toit afin de concevoir les deux cartes ci-dessous. Contactée pour recouper ces données et les commenter, la préfecture du Rhône n'a pas donné suite à notre sollicitation en arguant « ne pas vouloir intervenir dans les débats électoraux ».

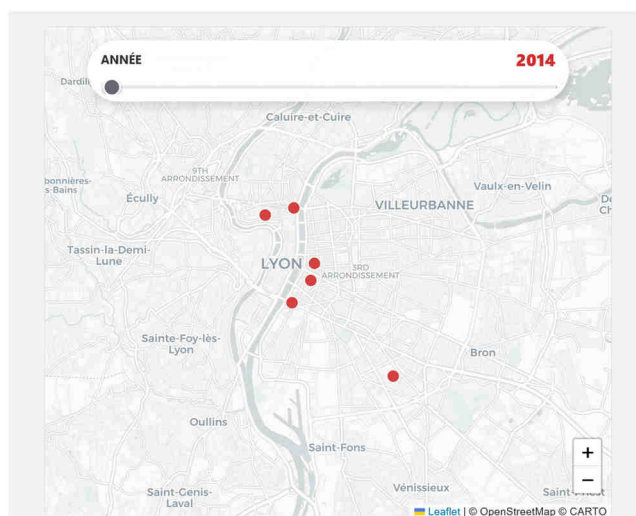
Le nombre d'enfants hébergés dans les écoles lyonnaises entre 2014 et 2026

Depuis sa création, le collectif Jamais sans toit a hébergé des enfants dans une cinquantaine d'établissements à travers le Grand Lyon.



Faites défiler le curseur sur la carte ci-dessous pour afficher les écoles concernées.

L'occupation des écoles lyonnaises de 2014 à 2026



Les membres de Jamais sans toit qui se considéraient comme des « lanceurs d'alerte » au départ constatent être devenus « un rouage dans un dispositif de mise à l'abri » et regrettent la « banalisation croissante de l'occupation d'école », selon les mots de Raphaël Vulliez. « Les enfants à la rue doivent devenir une grande cause nationale », plaide-t-il.

Uma Chuzeville, Collin Scrick et Guillaume Vial, avec Nicolas Barriquand